

Proposition de Charte
relative aux modalités d'implantation
des antennes relais sur la commune
de L'Isle-sur-la-Sorgue

ENTRE :

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue

D'une part, et

Les opérateurs de téléphonie mobile Orange, SFR, Bouygues Télécom, Free Mobile

D'autre part,

Appelés ci-dessous « parties signataires »

Table des matières

PRÉAMBULE	3
CHAPITRE 1 Objet et cadre d'application de la charte	4
Article 1 Engagements réciproques des parties signataires	4
Article 2 Réglementation en vigueur	4
CHAPITRE 2 Modalités d'implantation	4
Article 3 Principes généraux.....	4
3.1 Conformité des installations avec les normes et réglementation en vigueur.....	5
3.2 Établissements particuliers	5
3.3 Traitement des niveaux d'exposition atypiques au sens de la définition de l'ANFR	5
3.4 Mesures de champs électromagnétiques.....	5
3.5 Dossier d'information mairie (DIM).....	5
Article 4 Principes d'implantation dans l'environnement	6
4.1 Cadre réglementaire (PLU, PLUI, POS)	6
4.2 Principes d'intégration environnementale à respecter.....	6
CHAPITRE 3 <i>Gouvernance, information et concertation</i>	6
Article 5 Organisation de la gouvernance et mise en place du « Portail-Antennes ».....	6
5.1 Périmètre.....	6
5.2 Rôle du «Portail Antennes»	Erreur ! Signet non défini.
5.3 Fonctionnement du « Portail Antennes».....	Erreur ! Signet non défini.
5.4 Comité de suivi	7
Article 6 Modalités de partage de l'information et de concertation.....	7
6.1 Transparence.....	7
6.2 États des lieux des antennes relais	8
6.3 Sites d'antennes relais et patrimoine de la commune.....	8
6.4 Sensibilisation, partage des connaissances	8
CHAPITRE 4 Modalités d'application de la charte	9
Article 7 Modalités d'approbation.....	9
Article 8 Modalités d'adhésion à la charte	Erreur ! Signet non défini.
Article 9 Confidentialité	9
Article 10 Durée de la charte et modalités de révision.....	9
Article 11 Dispositions diverses	9

PRÉAMBULE

Le développement des technologies sans fil constitue un véritable enjeu pour les habitants et les collectivités territoriales au sein desquelles tous les acteurs œuvrent pour renforcer leur attractivité, notamment économique et touristique, en réponse aux nouveaux besoins des entreprises et des citoyens-usagers.

Le développement de la radiotéléphonie mobile visant à satisfaire une demande croissante de télécommunication et de services, s'accompagne d'un important déploiement d'infrastructures qui peut susciter des interrogations de la part de la population, notamment en matière environnementale, sanitaire, et d'insertion paysagère.

Le Maire de la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue a décidé de proposer un mode opératoire permettant de répondre aux obligations légales et réglementaires des opérateurs en termes de couverture et de qualité de service, d'offrir aux habitants un service de qualité tout en prenant en compte les questionnements de la population concernant la téléphonie mobile.

Par ailleurs, la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue souhaite que l'implantation de nouvelles stations de base et les modifications substantielles des stations existantes, soient gérées dans le respect des principes d'information, de concertation, de transparence auxquels elle est attachée.

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue, au regard de sa compétence en matière d'aménagement, d'environnement et de développement durable, souhaite également être garant de la meilleure intégration possible des antennes relais dans leur environnement.

La présente charte a vocation à traduire les engagements réciproques de chacun des signataires et de constituer un guide.

L'objectif est d'adopter une position commune afin de permettre un développement raisonné des réseaux de téléphonie mobile sur le territoire communal en invitant les opérateurs à cosigner et donc à adhérer à cette charte.

Ainsi, la présente charte constitue un message fort à l'attention des administrés mettant l'accent sur le rôle majeur du maire concernant l'attention toute particulière qu'il porte au développement de sa commune et à l'écoute des citoyens à propos des questions d'environnement.

Ce dispositif sera adaptable afin de tenir compte des évolutions technologiques et réglementaires.

CHAPITRE 1 Objet et cadre d'application de la charte

Article 1 Engagements réciproques des parties signataires

La présente charte définit les engagements réciproques des parties signataires concernant les installations actuelles et futures situées sur les territoires communaux signataires de la présente.

Article 2 Réglementation en vigueur

Les dispositions de la présente charte respectent la réglementation actuellement en vigueur en matière de stations radioélectriques (Voir ANNEXE 1).

Néanmoins compte tenu du caractère évolutif de la réglementation, les parties s'engagent à tenir compte de toute modification législative et réglementaire intervenant après la signature de la présente charte.

CHAPITRE 2 Modalités d'implantation

Article 3 Principes généraux

L'expertise scientifique internationale et nationale actuelle, relayée à l'échelle nationale par l'ANSES¹ ne permet pas de conclure à l'existence d'effets sanitaires à court ou long terme pour la santé liés à l'exposition aux champs électromagnétiques émis par les antennes relais (Voir ANNEXE 1 et site de l'ANSES: <https://www.anses.fr>).

Il est convenu entre le partenaire et les opérateurs que ces derniers s'efforceront de contenir autant que possible le niveau des champs électromagnétiques émis par leurs stations de base dans les lieux de vie fermés (publics ou privés), tout en préservant un service de qualité pour tous, ainsi que l'évolution des services et des technologies.

Pour ce faire, la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue favorisera les actions de concertation entre les différents acteurs afin d'optimiser le réseau d'antennes existant et à venir.

¹ ANSES – Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail

3.1 Conformité des installations avec les normes et réglementation en vigueur

Les opérateurs s'engagent à respecter, en dehors des périmètres de sécurité, les valeurs limites de niveau d'exposition du public aux champs électromagnétiques fixées par le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002.

En cas d'évolution de la réglementation, et notamment des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques, les opérateurs s'engagent à mettre en conformité leurs installations, dans le délai prévu par la réglementation.

3.2 Établissements particuliers

Conformément à l'article 5 du Décret n° 2002-775 du 3 mai 2002, les opérateurs s'engagent à s'assurer, qu'au sein des établissements particuliers tels que crèches, établissements scolaires et établissements de soins, situés dans un rayon de moins de cent mètres de l'équipement ou de l'installation, le niveau d'exposition soit aussi faible que possible, tout en préservant la qualité du service rendu.

À cet égard, les opérateurs s'engagent notamment à porter une attention particulière à l'orientation des axes des faisceaux principaux des antennes par rapport à ces établissements. Le cas échéant, si nécessaire, les opérateurs étudieront les modifications à apporter à leur projet afin de respecter ces engagements.

Des mesures in situ spécifiques concernant des établissements particuliers pourront être effectuées. Celles-ci permettront de connaître le niveau d'exposition au sein desdits établissements.

3.3 Traitement des niveaux d'exposition atypiques au sens de la définition de l'ANFR²

Selon les dispositions de l'article L 34-9-1 II (G) du Code des Postes et des Communications Électroniques, les points atypiques sont « les lieux dans lesquels le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale, conformément aux critères, y compris techniques, déterminés par l'Agence nationale des fréquences et révisés régulièrement ».

Les Opérateurs s'engagent à respecter les prescriptions émises par l'ANFR pour le traitement des points atypiques.

Lorsque des mesures de champs électromagnétiques révèlent, dans les lieux de vie, l'existence de points atypiques au sens de la définition précitée, les opérateurs s'engagent, dès signature de la charte, à analyser lesdits points, à étudier et à proposer, le cas échéant, dans un délai de six mois, sous réserve de faisabilité technique, les modifications de leurs installations existantes visant à réduire le niveau de champs émis dans les lieux en cause, tout en garantissant la couverture et la qualité des services rendus.

3.4 Mesures de champs électromagnétiques

Afin de connaître les niveaux d'exposition et de s'assurer du respect des valeurs limites des champs électromagnétiques émis par les équipements, des mesures des champs électromagnétiques réalisées par des laboratoires accrédités COFRAC peuvent être demandées auprès de l'ANFR via le CERFA n°15003*01³.

Il ressort de l'article L. 34-9-1 du Code des postes et des communications électroniques, que l'ANFR assure la mise à disposition du public desdites mesures et que lorsqu'une mesure est réalisée dans des immeubles d'habitation, les résultats sont transmis au demandeur de la mesure.

Les résultats des mesures sont systématiquement transmis à la commune. Ces mesures sont accessibles à tous les citoyens par le biais du site internet : www.cartoradio.fr , sauf lorsqu'elles sont réalisées chez un particulier qui refuserait leur publication.

3.5 Dossier d'information mairie (DIM)

Dans le cas d'un projet de nouvelle implantation, ou d'une modification substantielle d'une antenne relais nécessitant une autorisation auprès de l'ANFR, et conformément à la **Loi n° 2015-136 du 9 février 2015, dite loi « Abeille » relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques et aux décrets et arrêtés d'application en vigueur**, les opérateurs s'engagent à fournir le DIM, que le projet soit ou non soumis à autorisation au titre du code de l'urbanisme (permis de construire ou déclaration préalable).

La liste de ces éléments à transmettre à l'administration dans le cadre de cette procédure est prévue par les dispositions de la loi « Abeille » susmentionnée et des textes d'application afférents.

² ANFR – Agence Nationale des Fréquences

³ Le CERFA n°15003*01 se trouve sur le site de service public suivant : <http://vosdroits.service-public.fr/professionnelsentreprises/R35088.xhtml>

Les modalités de transmission et de communication des DIM sont les suivantes :

- Le DIM sera adressé simultanément, par voie électronique avec Accusé de Réception ou par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception à la commune, dans un délai de deux mois avant la date de dépôt de la demande de permis de construire, de déclaration préalable ou, de tout début des travaux si le projet ne nécessite aucune autorisation d'urbanisme.
- Le DIM et la simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques mentionnée à l'article L 34-9-1 du Code des postes et communications électroniques, lorsqu'elle a été demandée, sont mis à disposition des habitants de la commune où est située l'installation radioélectrique à exploiter ou devant faire l'objet d'une modification substantielle, au plus tard dix jours après sa communication au maire.
- Le maire informe les habitants, le cas échéant, par tout moyen, des modalités leur permettant de formuler des observations relatives au dossier d'information. Ce dossier sera consultable en Mairie.

Article 4 Principes d'implantation dans l'environnement

4.1 Cadre réglementaire (PLU)

Les opérateurs s'engagent à respecter l'ensemble des prescriptions du Code de l'urbanisme et du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

4.2 Principes d'intégration environnementale à respecter

la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue et les opérateurs conviennent de la nécessité de rechercher l'insertion la plus harmonieuse possible des antennes relais, dans leur environnement.

Conformément aux dispositions du document intitulé "Des antennes-relais en harmonie avec leur environnement" (AFOM⁴ – avril 2004), les opérateurs s'engagent à :

- Prendre en compte et à considérer comme essentiels les principes d'insertion qui sont détaillés dans ledit document ;
- Rechercher la solution d'implantation la plus adaptée à la qualité architecturale, esthétique et environnementale de l'emplacement, sous réserve de faisabilité notamment technique tout en permettant un maintien de la couverture et de la qualité du service rendu, dans le respect des dispositions prévues par le Plan local d'urbanisme ;
- Démontent dans les six mois à leurs frais les installations définitivement hors service et après déclaration à l'ANFR sous réserve du respect des dispositions contractuelles entre l'opérateur et son bailleur.

CHAPITRE 3 Gouvernance, information et concertation

Article 5 Organisation de la gouvernance

5.1 Périmètre

Afin de garantir une gouvernance partagée et efficace entre la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue et les différentes parties, il est décidé d'installer une instance de dialogue. (le comité de suivi)

Cette instance sera chargée de veiller à la bonne application de la présente Charte, notamment d'évoquer les questions relatives au déploiement des antennes-relais, de suivre les mesures de champs électromagnétiques et les demandes de la population. Un processus d'information pourra être mis en place à l'initiative de la commune.

Parallèlement, les opérateurs s'engagent à :

- Répondre aux interrogations de ces instances ;
- Attendre, dans le délai maximum de 2 mois, l'avis consultatif et motivé selon les termes de la charte, de la commune, avant de déposer leur demande d'autorisation d'urbanisme ;
- Participer à la demande du maire, et en liaison avec le service dédié de la Commune à une permanence ou réunion publique d'information qui serait organisée à son initiative.

⁴ AFOM – Association Française des Opérateurs Mobiles

5.2 Comité de suivi

Ce Comité constitue un espace de dialogue et de proposition sur les questions relatives au déploiement des antennes relais sur l'ensemble du territoire de la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue. _Le Comité de suivi sera composé :

- Des signataires de la présente charte
- Des représentants des services concernés de la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue et le cas échéant, de représentants de l'ANSES, de l'ANFR, de l'ARS, de l'ARCEP ou d'autres structures institutionnelles concernées par la thématique.
- Par ailleurs, tout expert dans la thématique des ondes électromagnétiques pourra être convié.

Le Comité de suivi sera présidé par un élu(e) désigné(e) par le Maire de L'Isle-sur-la-Sorgue. Ce comité fixera les dates des réunions annuelles ainsi que l'ordre du jour.

Un rapport annuel sera communiqué à la commune et à chaque opérateur.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an, dans le cadre du Comité de suivi, pour :

- Faire le bilan annuel des déploiements ;
- Présenter les résultats des campagnes de mesure d'exposition aux champs électromagnétiques ;
- Suivre la mise en œuvre des prescriptions émises par l'ANFR pour le traitement des points atypiques
- De présenter le schéma prévisionnel de déploiement réactualisé annuellement, de chaque opérateur qui recense ses projets et besoins de déploiement, en tenant compte du caractère concurrentiel et confidentiel de ce document, la commune s'interdit en conséquence de communiquer aux autres parties et aux tiers ;
- Échanger sur les évolutions technologiques, législatives, réglementaires, urbanistiques, jurisprudentielles, sur les usages numériques et sur les connaissances scientifiques notamment quant à l'aspect sanitaire ;
- Échanger sur les actions de sensibilisation faites ou à faire auprès des citoyens ;
- Prévoir les éventuelles évolutions nécessaires de la charte qui pourra être complétée ou modifiée en conséquence par des avenants ;
- Présenter les nouvelles demandes d'adhésion ;
- Approuver le bilan d'application de la charte et proposer, le cas échéant, des ajustements.

Article 6 Modalités de partage de l'information et de concertation

6.1 Transparence

Attentifs à la transparence et à une meilleure lisibilité de l'information sur le déploiement des réseaux de téléphonie mobile relatif à son territoire, les parties signataires conviennent que toute opération d'installation, de transfert et de modification substantielle nécessitant une déclaration auprès de l'ANFR, fera l'objet d'une information, qu'elle soit soumise ou non à autorisation au titre du Code de l'urbanisme.

Ainsi, dès la phase de recherche d'un lieu d'implantation pour une future antenne relais la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue pourra se rapprocher de l'opérateur pour échanger sur ce projet.

Cette phase d'échanges et de concertation, en amont de toute étude technique de faisabilité par l'opérateur, vise à évoquer principalement les opportunités d'implantation dans la zone de recherche.

Dans ce cadre, les opérateurs s'engagent à :

- Informer, dès la phase de recherche concernant l'implantation d'une future antenne-relais, par écrit, le maire de la commune
- Fournir, simultanément, la localisation de la zone de recherche du site,
- Participer à des réunions d'information ou des permanences qui seraient organisées à l'initiative de

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue, en présence, le cas échéant, d'autres acteurs institutionnels de la thématique (ANFR⁵, ARS⁶, ARCEP⁷, etc.) dont le concours pourrait être pertinent ;

Dans ce cadre, la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue s'engage à désigner un interlocuteur privilégié pour chaque signataire de la charte.

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue et les opérateurs s'engagent à s'informer réciproquement, au fil de l'eau, des requêtes qu'elles auront reçues de la part de riverains ou de leurs représentants.

6.2 États des lieux des antennes relais

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue et les opérateurs conviennent que l'inventaire du parc d'antennes relais existant sur la commune, sera fourni sur demande de la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue, par les opérateurs une fois par an par le biais d'un fichier électronique d'un format exploitable par ses services.

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue s'engage à mettre en ligne sur son site Internet les données, en sa possession, concernant le parc existant dans le mois suivant.

Par ailleurs, au terme des dispositions de l'article 1^{er} de la loi « Abeille », la commune disposera d'une carte des antennes relais existantes, dressée par l'ANFR.

6.3 Sites d'antennes relais et patrimoine

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue aura la possibilité de :

- Recenser, sur son domaine public et privés, les points hauts susceptibles d'accueillir des antennes relais et à transmettre aux opérateurs qui en font la demande les coordonnées de ces points ;
- Autoriser, sous réserve de leur conformité aux règles d'urbanisme en vigueur lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme relative au projet, l'implantation d'antennes relais sur leurs domaines publics ou privés. Dans ce cas, une convention d'occupation sera signée par chaque opérateur, chaque site faisant l'objet d'un accord particulier.

6.4 Sensibilisation, partage des connaissances

Dans le but de partager la connaissance sur les antennes relais et les ondes électromagnétiques et, de la rendre plus accessible au public :

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue s'engage à :

- Faire connaître les documents de référence existants (fiches État, fiches FFT⁸, guide des relations entre opérateurs (FFT) et communes (AMF⁹), etc.) ;
- Diffuser, au fil de l'eau, les résultats des différentes études scientifiques, reconnues par les autorités nationales et internationales, sur les enjeux sanitaires ;
- Informer sur les bonnes pratiques d'usage du téléphone mobile, recommandées par les autorités sanitaires ;
- Organiser des expositions ou des rencontres ouvertes au public avec les autorités compétentes et experts, en prenant notamment en compte les préoccupations d'ordre sanitaire ;
- Relayer auprès des citoyens, l'information relative à la possibilité de faire procéder à des mesures de champs électromagnétiques à leur domicile.

Les opérateurs s'engagent à répondre par courrier, dans un délai d'un mois, à toute demande écrite d'information concernant leurs antennes-relais et projets d'implantation, mais également concernant des sujets de santé et d'environnement plus larges.

⁵ ANFR – Agence Nationale des Fréquences,

⁶ ARS - Agence Régionale de Santé

⁷ ARCEP - Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes

⁸ FFT – Fédération Française des Télécoms

⁹ AMF – Association des Maires de France

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue s'engage, dans un souci de transparence, à mettre à disposition du public, notamment via son site internet, la présente charte, les dossiers d'informations déposés par les opérateurs, les résultats des mesures réalisées ainsi que la documentation institutionnelle.

Les instances institutionnelles (ANFR, ARS, ANSES, etc.) et les opérateurs pourront être, autant que de besoin, associées aux réflexions globales concernant la thématique des ondes électromagnétiques sur le territoire de la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue

CHAPITRE 4 Modalités d'application de la charte

Article 7 Modalités d'approbation

La présente charte est adoptée par délibération du conseil municipal.

Article 8 Confidentialité

La communication des informations transmises par les opérateurs à la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue en vertu de la présente Charte est soumise aux dispositions de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'à la législation relative à l'accès aux documents administratifs.

En particulier, la commune veillera au strict respect du secret commercial et industriel conformément aux principes de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour l'application de cette loi et à la protection des informations.

La présente Charte pourra être diffusée sur tout support par les parties signataires.

Article 9 Durée de la charte et modalités de révision

La présente charte est signée pour la durée du mandat municipal. La première période prendra donc fin lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux. Elle est renouvelable tacitement pour la même durée. La charte sera adaptée en fonction de l'évolution éventuelle des textes en vigueur, par décision des organes délibérants de la Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue et d'un commun accord des parties. Chacune des parties a la faculté de ne plus y adhérer sous condition de notifier aux autres parties signataires sa décision sous un délai de 3 mois.

La présente charte pourra être diffusée sur tout support par les parties signataires et sera notamment mise en ligne sur le site www.islesurlasorgue.fr

Article 10 Dispositions diverses

Pour tout ce qui n'est pas explicité dans la présente charte, le guide des relations entre opérateurs et communes ainsi que la législation en vigueur se substituent ou complètent les articles précédents.

Annexe :

- **Annexe 1** : Formulaire Cerfa (n°15003*01 de demande de mesure d'exposition aux champs électromagnétiques)

ANNEXE 1 : Formulaire CERFA N° 15003*01



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministères chargés
de l'environnement
de la santé et
des communications
électroniques

**Demande de mesure d'exposition
aux champs électromagnétiques**

Arrêté du 14 décembre 2013 (JO du 18 décembre 2013)



N° 15003*02

Consultez la notice explicative avant de remplir ce formulaire

I - Coordonnées du demandeur

• Nom : _____ • Prénom : _____
• Dénomination de l'organisme (le cas échéant) _____
Adresse – N° : _____ • Voie ou lieu-dit : _____
• Code postal : _____ • Commune : _____
• Tél. : _____ • Mél : _____ @ _____

II - Lieu de la mesure

Type de lieu : Local d'habitation Espace accessible au public d'un établissement recevant du public Autre lieu accessible au public

Adresse (si différente de celle du demandeur)

• N° : _____ • Voie ou lieu-dit : _____ • Bâtiment : _____
• Code postal : _____ • Commune : _____
Autres précisions (le cas échéant)
• Etage : _____ • Porte : _____ • Autre : _____

S'il s'agit d'un local d'habitation :

Occupant des lieux, si différent du demandeur

Assurez-vous au préalable de son accord pour la réalisation de la mesure

• Nom : _____ • Prénom : _____
• Tél. : _____ • Mél : _____ @ _____

Propriétaire des lieux (si différent du demandeur)

• Nom : _____ • Prénom : _____
Organisme propriétaire (le cas échéant) _____
• Mél : _____ @ _____

Adresse

• N° : _____ • Voie ou lieu-dit : _____ • Bâtiment : _____
• Code postal : _____ • Commune : _____

S'il s'agit d'un lieu accessible au public d'un établissement recevant du public :

Coordonnées du responsable de l'établissement

Assurez-vous au préalable de son accord pour la réalisation de la mesure

• Nom : _____ • Prénom : _____
• Tél. : _____ • Mél : _____ @ _____

III – Précisions sur la demande

L'objectif de la mesure est de connaître :

(cochez une seule case)

- 1 - le niveau global d'exposition (TV, radio FM, téléphonie mobile, DECT, Wi-Fi,...)
- 2 - le détail de l'exposition (TV, radio FM, téléphonie mobile, DECT, Wi-Fi,...)
- 3 - le niveau d'exposition dû à un objet communicant fixe, dans ce cas préciser obligatoirement l'objet (compteur Linky, ...)

Précisions : _____
